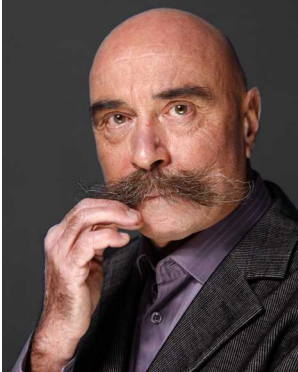


LA FIN DE LA DÉMOCRATIE

APOGÉE ET DÉCLIN D'UNE CIVILISATION

**JEAN-CLAUDE
KAUFMANN**



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

LA FIN
DE LA DÉMOCRATIE

DU MÊME AUTEUR
(Sélection)

Ego. Pour une sociologie de l'individu, Nathan, 2001.

L'Invention de soi. Une théorie de l'identité, Armand Colin, 2004.

Quand Je est un autre, Armand Colin, 2008.

L'Étrange Histoire de l'amour heureux, Armand Colin, 2009.

Identités, la bombe à retardement, Textuel, 2014.

Burkini. Autopsie d'un fait divers, Les Liens qui libèrent, 2017.

Jean-Claude Kaufmann

LA FIN
DE LA DÉMOCRATIE

Apogée et déclin d'une civilisation

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN : 979-10-209-0703-5
© Les Liens qui Libèrent, 2019
Couverture : © Getty Images, 2019

INTRODUCTION

Notre époque n'est pas une époque ordinaire. Les temps qui s'annoncent sont gros d'un bouleversement majeur. Comme il en arrive une ou deux fois seulement par millénaire. Après le Moyen Âge, la modernité rêva de construire l'architecture sociale sur la Raison, et elle expérimente sous nos yeux une apothéose démocratique qui, paradoxalement, l'entraîne vers son inexorable disparition. Nous ne vivons rien de moins que la fin d'une civilisation.

Le propos pourra paraître exagéré ; la démonstration qui suit montrera qu'il n'en est rien.

Le plus étrange est sans doute que nous n'ayons qu'une très faible conscience du drame qui se profile, ainsi que de l'intensité historique de la période qui est la nôtre. Nous en avons juste l'intuition fugace quand se devine la fragilité du pouvoir, comme lors de la révolte des « Gilets jaunes ». Certes, les cris d'alarme se multiplient. Sur la catastrophe climatique à venir. Sur les dérives écœurantes de l'économie financiarisée. Sur la montée des populismes, des nationalismes et des enfermements communautaires. Sur l'emprise grandissante

des GAFAs, qui manipulent nos données personnelles. Mais ces divers problèmes apparaissent comme séparés les uns des autres, et leur genèse reste inexpliquée, surtout dans son mouvement d'ensemble. Toutes ces marmites du diable semblent bouillonner aux confins d'une société *mainstream* qui continue son paisible voyage, dans l'insouciance et le divertissement.

Je vais tenter d'expliquer les causes d'un tel déni en vous racontant l'histoire de cette société qui fut la nôtre pendant quelques siècles. Il faut pour cela remonter aux origines de la République et de la démocratie. Pendant longtemps, nous avons cru que ces deux termes étaient interchangeables, ou presque. Pourtant, les principes qui les fondent sont parfaitement contradictoires. Et nous vivons justement le moment où la contradiction devient si aiguë qu'elle éclate au grand jour.

Elle éclate notamment parce que, depuis un demi-siècle, la démocratie dépasse les frontières étroites du politique et s'approfondit toujours davantage dans la vie quotidienne des individus, devenus maîtres de leurs choix dans tous les domaines. Malheureusement, il se révèle aujourd'hui que ce programme exaltant, dont les philosophes des Lumières n'auraient pas osé rêver tant il est grandiose, va au-delà des capacités humaines et génère, par l'impossibilité de sa mise en pratique, une kyrielle de monstres aveugles et violents, annonciateurs du désastre. La contre-révolution antidémocratique est en marche.

Or, au cœur de la société établie, ces menaces semblent éloignées et abstraites. Pourquoi un tel déni? Parce que le mouvement d'expansion démocratique se poursuit, malgré les courants contraires. Les espaces de débat, les capacités de négociation et de médiation, l'attention portée aux victimes de toute sorte n'ont jamais été aussi importants. Ignorant les éclats qui résonnent dans le lointain, la culture nouvelle imagine l'art du bien-être et de la douceur ambiante, en exhalant un désir

INTRODUCTION

d'humanité fondé sur les droits de l'homme, le respect de la différence, l'ouverture aux autres, la sensibilité écologique. Un désir d'humanité ou d'amour, tout simplement. L'amour de la nature, de sa famille et de ses amis, des inconnus que l'on croise. Il faut être aveugle pour ignorer combien les regards, les voix, les gestes ont changé sous l'effet de cette subversion par la bienveillance qui nous enveloppe, nous caresse.

Et nous illusionne. Car c'est cette poursuite du processus démocratique et son humanité enveloppante qui nous empêchent de prendre la mesure de la contre-révolution et de comprendre qu'elle est, désormais, le mouvement dominant. Nous vivons l'apogée d'une civilisation qui a en fait amorcé, de façon assez brutale, son inévitable déclin.

Il faut savoir regarder la réalité en face, ne pas se laisser bercer par le chant des sirènes. Voir la haine qui monte, la violence qui se déchaîne, la fragmentation de la société en îlots de certitudes bornées, les territoires qui se soustraient à l'État de droit. Nationalisme agressif contre communautarisme fondamentaliste, croyances sectaires de toute sorte, férocité des débats sur Internet, irrésistible ascension des populismes, du racisme, des extrémismes et des régimes autoritaires. Poutine, Trump, Maduro, Erdogan, Orbán, Salvini ou Bolsonaro n'arrivent pas au pouvoir par hasard ; et ils laissent présager un futur très inquiétant.

L'objectif de la première partie de ce livre est de relier ces divers éléments, de montrer comment ils s'insèrent dans une mécanique d'ensemble. Il n'est pas de dénoncer ceci ou cela – tel ou tel dictateur ou le nouvel obscurantisme –, mais de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, c'est-à-dire à ce point d'équilibre historique qui vient d'être rompu. Les *fake news* et autres vérités alternatives, par exemple, loin d'être un épiphénomène, sont une donnée majeure de l'époque qui s'ouvre, comme la montée des croyances ou celle des passions.

Tout l'inverse de ce qui avait fondé l'épopée des Lumières. Si l'on en reste au seul plan de l'affrontement entre République et démocratie, l'avenir qui se profile pourrait être terrifiant, dominé par le repli identitaire, la haine, la violence et les guerres.

Si l'on en reste à ce plan.

Heureusement, diront certains, des instruments de régulation sociale ont été inventés qui pourraient nous sauver de cette catastrophe annoncée, refroidir les ardeurs, fluidifier les échanges humains, les inclure dans des systèmes de contrôle canalisant les débordements. Deux grands instruments, surtout : l'économie de marché et le langage numérique. La seconde partie de cet ouvrage invite le lecteur à envisager le capitalisme et Internet comme il n'a guère l'habitude de le faire. À les considérer comme des langages extraordinairement simplificateurs qui ont permis l'administration d'une société devenue trop complexe et dangereuse. Et qui, aujourd'hui, pourraient permettre de conjurer le désastre.

Sauf que, diront les autres, cette opération de sauvetage se paie au prix fort, très fort. Celui de la dépossession du citoyen ordinaire. À peine la théorie de l'individu autonome, maître de son destin, avait-elle été proclamée qu'elle s'est transformée en chimère. La technocratie des algorithmes (et le 1 % de la population qui la dirige) a déjà pris le pouvoir dans de nombreux domaines. Nous verrons à quel point les 99 % de la population restants sont assujettis à des comportements prescrits et à des pensées formatées. L'espace du politique, quant à lui, se réduit comme peau de chagrin dans la soumission aux « lois du marché ». Les populistes ne manquent pas d'arguments quand ils dénoncent le « système ».

De plus en plus, on voit deux mondes se faire face. Pour schématiser : celui des affirmations identitaires, avec ses cohortes grandissantes de relégués de toute sorte, et celui de la captation des données numériques et des branchés qui s'y soumettent.

INTRODUCTION

Ceux qui vont mal contre ceux qui vont bien, ou croient aller bien. Deux mondes qui, l'un comme l'autre, signent la fin de la démocratie fondée sur la Raison. Notre civilisation est sur le point de disparaître; les forces qui vont nous détruire sont déjà à l'œuvre. Nous n'avons le choix, pour demain, qu'entre la peste et le choléra.

Un fil rouge parcourt ce livre et fournit une clé d'explication centrale: l'histoire de la Raison. Nous verrons comment la grande utopie des Lumières s'est brisée sur la réalité d'une complexité insaisissable. Comment le développement du capitalisme, fondé sur une rationalité (très) limitée, a justement résulté de cet échec, sous l'impulsion de philosophes réformateurs¹. Comment le chiffre et sa capacité magique de simplification du réel ont commencé à s'emparer de la société avant même qu'Internet n'apparaisse. Le rêve (remplacer Dieu par la Raison) était peut-être trop grand. Ou bien nous n'avons pas su voir clair quand les choses se sont mises à mal tourner. Aujourd'hui, il est sans doute trop tard.

Je suis persuadé que nous nous situons à un tournant crucial, marquant la fin d'un monde. Cela ne me range pas pour autant dans le camp des millénaristes et autres chantres noirs de l'Apocalypse: la fin d'un monde ne signifie pas la fin du monde, et il faut espérer que quelque chose de nouveau pourra naître. Mais cela ne se fera pas tout seul ni sans souffrances. Pour se donner les moyens d'éviter le pire, le plus urgent, me semble-t-il, est de produire un gigantesque effort d'intelligence collective.

Parmi les étrangetés de notre époque, celle-ci n'est d'ailleurs pas la moindre: comment se fait-il que, dans notre société dite «de l'information», voire «de la connaissance», où nous assistons à un développement massif de la «réflexivité²» – cette

1. Albert Hirschman, 1980.

2. Anthony Giddens, 1991.

capacité de chacun à réfléchir sur lui-même et sur le monde de façon informée –, comment se fait-il, donc, que dans cette société-là nous en sachions si peu sur le mouvement qui nous entraîne? «La société du savoir n'est pas celle qui se sait, nous avons abandonné l'idée de la puissance libératrice de la connaissance¹.» Cela aussi, nous le verrons, s'explique par l'histoire de la Raison, celle-ci ayant désormais abandonné ses ambitions d'expliquer l'histoire du monde.

Je n'ai pas la prétention de donner ici toutes les réponses. Ma démarche est déjà suffisamment immodeste (j'accepte d'avance les critiques sur ce point). Je crois cependant que nous avons un immense besoin d'audace de la pensée, donc d'immodestie, pour sortir du politiquement correct qui enferme l'esprit critique, des débats d'experts, de la langue de bois, et pour retrouver la folle passion de la théorie qui éclaire, au risque de la spéculation gratuite ou de l'utopie, ainsi que le goût de la confrontation d'idées – celle qui fait avancer ensemble, et non celle qui divise.

Le présent livre développe ma propre vision, étayée, certes, et fondée autant que possible sur des faits, mais avec ce grain d'imagination sans lequel la théorie ne parvient pas à dégager un horizon nouveau². D'une certaine manière, je vais tenter de vous raconter une histoire, simplement cela – l'histoire de notre monde étrange, de ses mouvements secrets, des pièges monstrueux qui sont en train de se former et pourraient nous entraîner vers l'abîme si nous n'y prenons garde, des trésors civilisationnels que nous avons réussi à créer et que nous devons protéger comme la prune de nos yeux, des perspectives (compliquées) d'un autre monde possible. Car le pire, il faut continuer à l'espérer, n'est jamais certain.

1. Marcel Gauchet, 2017.

2. Wright Mills, 2006.

PREMIÈRE PARTIE

République et démocratie

1.

D'où vient la République?

LA FABLE DE LA MODERNITÉ

Avant de parler du présent et de l'avenir, un petit voyage dans le passé est nécessaire. Car se tromper sur le passé interdit de comprendre le présent. Or ce passé, nous le mythifions. En nous racontant une fable, simple et calme comme un long fleuve tranquille, qui s'appuie sur une vision évolutionniste et naturaliste de l'histoire. La modernité serait le résultat inéluctable d'une sorte d'accumulation de processus économiques et technologiques (industrialisation, urbanisation, innovations) éclairés par une capacité grandissante de mobilisation de la connaissance (stockée désormais dans des ordinateurs surpuissants) et accompagnés d'une capacité nouvelle de négociation généralisée, soucieuse du bien-être de chacun et bientôt, on l'espère, du respect de la planète. Les trous noirs de ce beau programme – la pauvreté impossible à résorber malgré les promesses, les explosions de violence, la montée de l'enfermement sectaire – ne seraient que des héritages du passé ou des problèmes circonstanciés dont on ne manquera pas de trouver la

solution. Rassurez-vous, bonnes gens, des experts compétents vont résoudre toutes les difficultés.

Or, bien que ces faits (l'industrialisation, l'urbanisation, la société de l'information, etc.) soient incontestables, ils ne suffisent pas en eux-mêmes à expliquer l'histoire. Celle-ci ne s'est pas déroulée ainsi, comme un long fleuve tranquille. Elle a été très agitée, animée par des confrontations permanentes (ce qui est généralement admis) qui ouvraient régulièrement sur la possibilité de s'engager dans une voie différente (ce qui est beaucoup moins souvent compris). Un autre monde était vraiment possible, hier plus qu'aujourd'hui. Et, surtout, pour le niveau politique qui nous intéresse ici, elle résultait d'un mouvement dialectique des contraires qui reste en grande partie ignoré.

Dans la fable du long fleuve tranquille, l'expression politique de la modernité prend la forme de la démocratie et du modèle républicain, deux phénomènes assez souvent confondus, deux mots semblant désigner à peu près la même chose : le suffrage du peuple pour choisir ses représentants, opposé aux anciennes formes autoritaires de pouvoir de droit divin. Or République et démocratie ne sont pas du tout assimilables. Elles peuvent certes s'entendre entre elles, s'articuler, se mélanger. Ce fut le cas pendant plus d'un siècle. Mais il n'en va plus de même depuis le tournant des années 1960. République et démocratie ne cessent de diverger toujours davantage, générant par ce mouvement contraire les immenses difficultés qui sont les nôtres aujourd'hui.

Avant de les détailler, il me semble utile de nous éloigner de la fable pour voir en quoi République et démocratie ont été d'emblée différentes, alors que nous les croyions quasi semblables.

LA RÉPUBLIQUE, C'EST L'ÉTAT

Il m'est impossible de retracer ici, en quelques lignes, toute la longue histoire de la République – mon projet est déjà assez ambitieux comme cela. Je me vois contraint notamment d'occulter cette période si impressionnante et fondatrice que fut l'Antiquité, qui inventa la République et la démocratie. Cela m'entraînerait trop loin et mériterait en soi un ouvrage. Car l'important pour mon propos est surtout ce qui advint ensuite, la genèse de ce que va devenir la République dans la modernité.

Une première difficulté pour l'analyse concerne le terme et ses définitions. Il suffit par exemple de feuilleter l'excellent *Dictionnaire critique de la République*¹ pour que le désarroi succède à la satisfaction de plonger dans des études érudites et pointues. La variété des définitions de la République est en effet telle, parmi les cent auteurs qui ont collaboré à l'ouvrage, que plus on avance dans sa lecture, moins on comprend ce qu'est vraiment la République dans ses traits essentiels.

Pour y voir clair, je suis convaincu qu'il faut se départir de la définition institutionnelle et juridique dominante, celle qui oppose la République, fondée sur le vote populaire, aux formes de pouvoir monarchique et héréditaire. La République moderne a commencé à s'édifier bien avant que le suffrage universel ne lui donne ses lettres de noblesse, si je puis dire. Elle l'a fait à travers la formation d'un État en charge des affaires publiques, autonomisant peu à peu l'univers du politique. La République, c'est l'État, lequel a vu le jour quand il s'est séparé de la personne du roi, le politique se distinguant alors dans une

1. Vincent Duclert et Christophe Prochasson, 2002.

fonction surplombante de gestion des affaires publiques¹. Le mot lui-même était d'ailleurs fréquemment employé dans cette acception avant la Révolution française. « En 1576, Jean Bodin intitule ce qui deviendra le plus célèbre traité de philosophie politique d'Ancien Régime *Les Six Livres de la République*, utilisant ce terme comme synonyme d'État, *res publica*, quel que soit le régime politique de ce dernier. Il n'y a pas d'incompatibilité : sur les pièces de monnaie que Napoléon I^{er} fait frapper à son effigie, on lit ainsi, côté face, Napoléon Empereur, et, côté pile, République française. C'est aussi l'époque où un théoricien révolutionnaire rallié à Bonaparte, Roederer, invente la notion de "monarchie républicaine"². »

Cette préhistoire monarchique de la République est centrale si l'on veut saisir ce qui la définit vraiment à travers ses variations historiques. La République, c'est ce qui vient d'en haut, ce qui est institué et qui fixe le cadre de la vie commune. L'ouverture sur le suffrage universel n'est qu'une modalité particulière, apparue il y a moins de deux siècles (et qui pourrait disparaître un jour). La démocratie, elle, a une tout autre histoire : elle vient d'en bas, et ce de plus en plus, engageant désormais une confrontation décisive avec ce qui a la prétention de s'imposer d'en haut.

L'ESPRIT DE LA PIERRE

La République résulte d'une longue histoire, d'abord explicitement religieuse, puis plus discrètement, mais toujours transcendantale, ce qui lui confère le droit d'arborer fièrement des majuscules à tous ses symboles pour marquer leur grandeur :

1. Marcel Gauchet, 2017.

2. Frédéric Rouvillois, 2015.

la Patrie, la Nation, la Raison, le Progrès – sans oublier la République elle-même, bien sûr, que je n'aurai pas l'impudence d'affubler d'un *r* minuscule dans ce livre. Respect pour son passé.

Cette grandeur s'incarne dans des monuments imposants défiant le temps, marquant «dans la pierre et dans l'espace cette position exceptionnelle et sacrée¹». Les grands palais de la République, mais aussi des constructions plus ordinaires, quoique majestueuses – tribunaux, écoles, hôpitaux –, «sont des temples, des espaces incarnant une règle universelle protégeant des désordres du monde²». Aujourd'hui, alors que la République perd chaque jour davantage de sa substance, ses monuments restent un des derniers repères permettant de faire revivre un peu son esprit. Au risque que les mises en scène politiques dans de grandes œuvres architecturales anciennes, au nom du symbolisme, masquent difficilement la perte de contenu, à l'image de celles qu'affectionne Emmanuel Macron. Au risque également que des architectes modernistes rêvent de faire table rase de ces pierres glorieuses, comme en témoigne le nouveau palais de justice de Paris, remplaçant le célèbre «Quai des Orfèvres». «“Tout de suite, on a eu envie de détruire les symboles des anciens palais”, a déclaré l'architecte, qui ne voulait pas d'une justice “impressionnante” où, pour accéder au tribunal, “il vous faut d'abord monter des marches pour bien comprendre que vous êtes en bas et que la justice est bien supérieure à vous”³.»

Passé lointain, donc, pour la République, née bien avant de s'établir sous la forme d'un régime politique explicite que l'on

1. Marcel Gauchet, 1998.

2. *Ibid.*

3. http://www.lemonde.fr/societe/article/2018/04/16/cinq-questions-sur-le-demenagement-historique-du-palais-de-justice-de-paris_5286192_3224.html.

confond avec la démocratie. Prenez l'école. Elle est considérée à juste titre comme l'un des piliers majeurs des programmes de socialisation républicaine. Quand l'Ancien Régime, règne des croyances et des mœurs se reproduisant de façon quasi circulaire dans le cadre de la tradition¹, fit place au projet des Lumières, qui mettait la société en mouvement sur la base du savoir, l'école républicaine permit de conserver une cohérence collective en transmettant un corps de doctrines, évolutives, mais communément partagées. Or l'école publique ne faisait que s'inscrire dans un héritage qui avait déjà dessiné ses lignes futures.

Dans *L'Évolution pédagogique en France*², Émile Durkheim explique ce que l'école doit aux innovations pédagogiques de l'Église carolingienne, mille ans plus tôt. Face à la variété des cultures locales, l'école de Charlemagne impose l'idée d'un universalisme abstrait (élaboré malgré tout à partir d'une vision vaticane), arrachant l'individu à ses ancrages particuliers pour le soumettre à ce nouveau cadre de référence et à une discipline collective unifiée. « Comme l'Église, l'école est hors du monde, elle est moralement unie, c'est un sanctuaire à l'abri de la vie sociale³. » Ce qui fait dire à François Dubet, dans sa fine analyse de cette préhistoire de la République, que l'école, comme tous les autres programmes républicains, est fondamentalement « de nature religieuse » – une caractéristique que ne saurait masquer sa progressive laïcisation. On ne comprend rien à la République si l'on ignore son caractère profondément institutionnel et religieux.

Tous les grands programmes de la République, l'école, la justice, la santé, les services sociaux, vont produire un cadre de disciplines collectives permettant de commuer les principes

1. Guy Thuillier, 1977.

2. Émile Durkheim, 1990.

3. François Dubet, 2002.

abstraits en rituels obligatoires guidant les conduites¹ – et ce de façon « magique », ajoute François Dubet. La magie procède en fait de la transcendance, de l'impression que les idées devenues normes s'imposent d'en haut, comme des évidences indépassables. La Science, le Progrès, la Morale ne se discutent pas.

Les disciplines formant société se séparent en deux groupes : celles des professionnels de la République qui les dispensent, et celles des gens ordinaires qui les reçoivent, voire les subissent. Les professionnels, tels ces fameux « hussards noirs de la République », entrent très naturellement dans une position d'autorité, et ce d'autant plus qu'ils sont convaincus de leur mission civilisatrice, dans une posture là encore religieuse, y compris quand ils se proclament laïcs. « L'instituteur était le prêtre de la République combattante et l'école son temple². » Les premiers instituteurs de l'école publique, d'ailleurs, ne furent pas toujours opposés à l'Église. « Longtemps les enseignants ont été des prêtres, les ordres charitables ont mobilisé des religieuses pour en faire des infirmières, les premiers éducateurs étaient des militants plus que des experts en psychologie de l'enfant. Dans le contexte d'un programme institutionnel primitif, la vocation s'imposait totalement au professionnalisme³. »

AU PIQUET!

En toute bonne conscience, ces professionnels vont donc exercer une violence psychologique sur les individus pour les arracher à leurs particularismes. On pense aux prosélytes de l'hygiénisme, qui avaient tout autant pour mission de culpabiliser les classes

1. Peter Wagner, 1996.

2. François Dubet, 2002.

3. *Ibid.*

populaires que de les engager dans un parcours de santé¹, ou aux instituteurs déclarant la guerre aux langues régionales.

Pierre-Jakez Hélias se souvient de son enfance : « Lorsque l'un d'entre nous est puni pour avoir fait entendre sa langue maternelle dans l'enceinte réservée au français, soit qu'il écope d'un verbe insolite ou irrégulier, soit qu'il vienne au piquet derrière le tableau après le départ de ses camarades, une autre punition l'attend à la maison. Immanquablement. Le père ou la mère, qui quelquefois n'entend pas un mot de français, après lui avoir appliqué une sévère correction, lui reproche amèrement d'être la honte de la famille, assurant qu'il ne sera jamais bon qu'à garder les vaches, ce qui passe déjà pour infamant, par le temps qui court, auprès de ceux-là mêmes dont une part du travail est de s'occuper des vaches². » Car si la société républicaine fait bloc dans l'articulation des diverses disciplines, la famille, gardienne elle aussi de l'autorité et des vertus nouvelles, relaie les diktats des corps professionnels. Au bout de la chaîne, l'enfant n'est qu'une pâte informe à pétrir et à couler dans le moule.

Mais cette violence n'apparaît qu'aujourd'hui, sous notre regard devenu différent. À l'époque, elle n'est perçue qu'aux marges et seulement dans ses excès. Car la vie est ainsi, justement, faite de ces disciplines impossibles à contourner, quand elles ne sont pas librement consenties ou encore accentuées, comme par les parents de ce pauvre Pierre-Jakez.

Si la République fait à ce point consensus, c'est aussi parce qu'elle délivre une morale qui insuffle et légitime les disciplines. Charles Renouvier, auteur du *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, écrira en 1878 : « Il [l'État] a légitimement le pouvoir éducatif à l'égard de ceux qui sont appelés à être ses

1. Lion Murard et Patrick Zylberman, 1976.

2. Pierre-Jakez Hélias, 1975.

membres, et un pouvoir régulateur général, fondé sur des principes moraux¹. »

Les principes moraux sont l'huile dans les engrenages de la mécanique républicaine. Beaucoup ont à voir avec le sens de l'honneur ou le respect de l'autorité, que n'aurait pas reniés l'Ancien Régime. Mais la révolution philosophique des Lumières a également introduit des vertus nouvelles. La bienveillance universelle, notamment, traduction séculière du vieil amour chrétien. Rousseau, critique de la société de consommation avant l'heure, s'emporte contre l'attrait qu'exercent de dérisoires « colifichets² ». En pleine Révolution, Robespierre reprend les thèses de Rousseau pour dénoncer le pillage des boutiques; les énergies du peuple doivent selon lui être réorientées vers les vertus républicaines. Charles Taylor explique pourquoi les thèses de Rousseau sont si présentes pendant la Révolution française: parce que les sentiments moraux y jouent un rôle central. Autour de l'idée de justice, mais aussi de vertu. L'espoir se fonde sur « la bienveillance latente des hommes vertueux³ » pouvant révolutionner le monde. Cette attente se retrouve en Angleterre ou en Allemagne. Au-delà des principes basés sur la Raison, de la justice sociale et de l'émancipation individuelle, le rêve partagé est celui d'un sentiment universel et bon pouvant construire les bases d'une nouvelle humanité. L'idée d'une *agapè* laïque est au cœur des révolutions républicaines qui secouent l'Europe.

Enfin, au centre de tout, rayonnent les Lumières, la conviction que le savoir de nature scientifique peut devenir l'unique vérité et conférer un sens à la vie, que la Raison peut remplacer Dieu. Cette magnifique utopie, hélas, va bientôt se briser sur le

1. Cité par Marcel Gauchet, 1998.

2. Cité par Albert Hirschman, 1983, p. 88.

3. Charles Taylor, 1998.

réel, et je vais vous narrer les épisodes de sa descente aux enfers. En parallèle, la République va progressivement se vider de sa substance, se raccrochant à ce qu'il reste de ses institutions, à ses symboles et à ses monuments.

La lente agonie de la République n'est pas un mystère; elle a des causes bien identifiées, surtout une: l'irrésistible montée de l'esprit démocratique. Je l'ai dit, on ne comprend rien à la République tant que l'on ignore sa nature transcendante; et l'on ne comprend rien à la démocratie tant qu'on l'analyse uniquement comme un régime politique fondé sur le suffrage universel. Cette facette de la démocratie, importante, mais superficielle, a effectivement réussi à s'accorder à la République pendant plus d'un siècle, générant la confusion entre les deux termes et ce qu'on a cru être leur relative interchangeabilité. Mais le long processus historique de démocratisation des sociétés révèle une tout autre vision des choses, en particulier combien République et démocratie sont, sur le fond, contradictoires.

La République vient d'en haut, la démocratie vient d'en bas – non seulement du citoyen libre de voter lors des consultations électorales, mais, de plus en plus, de l'individu autonome, décidant en tout, chaque jour. Condamné même, d'une certaine façon, à choisir, choisir encore et encore, à chaque instant, dans tous les domaines, entre mille produits, mille idées, mille manières de faire, mille personnes. Choisir son conjoint, ses amis, son avenir, sa morale, sa vérité. C'est ce mouvement historique de démocratisation de la vie sociale, dans toute son épaisseur et dans les plus fins détails du quotidien, qui a grignoté la République de l'intérieur, la vidant progressivement de sa substance. Tel est à mon avis le processus central, qui débouche aujourd'hui sur des questions politiques d'une ampleur considérable et dessine les lignes d'un avenir pour le moins incertain.

L'EFFERVESCENCE DÉMOCRATIQUE

La démocratie politique, bien sûr, ne se résume pas aux élections. Elle est régulièrement animée par l'irruption du peuple dans la rue, chahutée par les fureurs, les colères, les affrontements parfois ; des barricades de 68 aux ronds-points des « Gilets jaunes ». Elle est d'ailleurs née de cela, notamment lors de ce grand épisode fondateur que fut la Révolution française. Ses penseurs avaient idéalisé le bon peuple, paré de toutes les vertus, référence ultime. Au point qu'ils crurent dans un premier temps que le nouveau droit qu'ils élaboraient devait s'y soumettre – sur le modèle d'une démocratie directe, dirions-nous aujourd'hui. C'étaient les sentiments justes et bienveillants, non les lois, qui devaient mener le monde. En témoigne la motion suivante, présentée à l'Assemblée : « Plus les mœurs se sont maintenues dans le degré de pureté et de douceur qui rappelle sans cesse l'amour de l'humanité et de la vertu et plus elles ont protégé et garanti la liberté civile. [...] Les lois seules ne peuvent pas opérer une influence protectrice sans l'exercice croissant de ces mœurs douces, de cette sensibilité vivifiante qui agrandissent les affections des hommes ¹. » La bienveillance universelle est la garantie ultime.

Cet idéal va être pulvérisé par les manifestations concrètes et le déchaînement des passions. Quand, le 20 juin 1792, huit mille manifestants demandent à entrer dans l'Assemblée pour tenter d'imposer leur pétition aux députés, l'ambiance est encore celle d'une humanité fraternelle. Femmes et enfants sont là, aux sons des tambours et de la musique, tout comme ils étaient déjà là pour un immense pique-nique au Champ-de-Mars. Mais il y a aussi dans le groupe des armes de toute sorte. Les sentiments

1. Cité par Sophie Wahnich, 2008.

vont bientôt changer chez les législateurs par rapport à ces passions populaires pas toujours contrôlables. Un détail choque particulièrement, un cœur sanguinolent brandi au bout d'une lance avec cet écriteau : « cœur d'aristocrate ». Bien qu'il s'agisse en fait d'un cœur de veau, il annonce les terribles déchaînements sanglants à venir ; bientôt, les têtes seront coupées au nom de la vertu. La Révolution, évoluant vers la Terreur, pose « la question de la nature ambivalente des principes démocratiques et du péril de tyrannie inscrit potentiellement dans la souveraineté du peuple ¹ ». Progressivement s'impose l'idée d'une force publique fondée sur le droit et capable de prévenir ce risque, mais aussi de réprimer les bouffées anarchiques de fureur populaire, au détriment des vertus humaines guidant le monde. Au nom des « honnêtes gens », La Fayette demande que les « factieux » du 20 juin soient punis comme des criminels ². La République se met en place.

Je ne vais pas réécrire toute l'histoire de France, Napoléon, l'Empire, la monarchie constitutionnelle, puis la révolution de 1848, qui va instaurer définitivement le suffrage universel. Arrêtons-nous un instant sur cet épisode, qui me semble très instructif.

L'ORDRE ÉLECTORAL

Il n'est pas exagéré de dire que le suffrage universel (pas tout à fait universel, en fait, car il excluait les femmes), opposé au suffrage censitaire réservé à une élite, est né en mars 1848. Il n'est pas exagéré non plus de dire qu'il a été inventé pour canaliser et refroidir les ardeurs révolutionnaires, discipliner la rue,

1. Marcel Gauchet, 2002.

2. Sophie Wahnich, 2008.

contrer les manifestations d'une expression démocratique trop directe. « Le vote représentait un nouveau droit pour le peuple, mais limitait également sa participation politique à cette forme précise et relativement inoffensive ¹. »

Évoquant les « millions d'âmes qui ne sont pas ici », c'est-à-dire dans le Paris insurgé, et plus particulièrement sur le parvis de l'Hôtel de Ville, où a fait irruption une troupe agitée, Lamartine lance cet appel le 25 février : « [nous disons] au pays et au monde que nous prenons sous notre responsabilité de proclamer la République provisoire comme gouvernement du pays ; mais en laissant au pays, à ses 36 millions d'âmes qui ne sont pas ici, qui ont le même droit que nous de consentir, de préférer ou de répudier telle ou telle forme d'institution, en leur réservant, dis-je, ce qui leur appartient, comme notre préférence nous appartient à nous-mêmes, c'est-à-dire l'expression de leur volonté souveraine dans le suffrage universel, première vérité et seule base de toute république nationale ² ». Ainsi défini, le suffrage universel, expression rationnelle et équitable de la démocratie, semble en effet pouvoir s'instaurer comme base de la République.

Pourtant, « ce suffrage universel, personne ou presque ne le désirait sincèrement à l'époque ³ ». L'idée s'était imposée, mais sans désir, sans passion, comme s'il se révélait difficile de faire autrement. Une majorité de contemporains avaient d'ailleurs l'impression qu'il s'agissait d'une loi de circonstance qui n'était pas faite pour durer. Les volontaires pour la rédiger étant rares, on chargea un discret juriste, Louis Marie de Cormenin, d'élaborer une proposition. Tocqueville se moque de lui, tournant en dérision sa tatillonnerie et ses calculs abstraits : « Jamais auteur n'a mieux conservé dans les affaires les habitudes et les travers

1. Albert Hirschman, 1983.

2. Cité par Alain Garrigou, 1991.

3. Jean-Jacques Chevallier, 1967.

de ce métier-là. Quand il avait établi un certain rapport entre les différentes dispositions d'une loi et donné un certain tour ingénieux à la rédaction, il croyait avoir tout fait, la forme, l'enchaînement, la symétrie l'absorbaient¹. » Or Tocqueville a tort de se moquer. Car c'est justement grâce à cette symétrie, au caractère régulier des découpages, à l'abstraction presque mathématique du style, que cette loi aura un si grand avenir.

Le suffrage universel s'est imposé « par surprise », conclut Alain Garrigou, qui analyse cet épisode à partir des brouillons découverts dans les archives : « Les dispositions du décret du 5 mars 1848 couvraient l'ensemble des opérations électorales depuis la définition du corps électoral, scrutin secret, mode de scrutin, découpage électoral, opérations de dépouillement, etc.². » Sans que les contemporains en aient pleinement conscience, elles s'adaptaient parfaitement à la philosophie de la République en cours de formation. La nécessité, urgente, était de s'accorder à l'expression démocratique – de l'autoriser, mais en en refroidissant les ardeurs les plus anarchiques et en la disciplinant à l'intérieur d'un cadre établi. Tout cela était nouveau et rompait avec la tradition, certes. Mais tout cela avait aussi furieusement besoin d'ordre et de clarté pour assurer l'institutionnalisation incontestable des pratiques électorales symbolisant la démocratie. À cette condition, République et démocratie pouvaient faire bon ménage.

ORDRE ET PROGRÈS

La République s'édifie par la production d'un ordre, inscrit dans ses institutions, mais elle ne peut se résumer à celui-ci.

1. Cité *in ibid.*

2. Alain Garrigou, 1991.

Contrairement à l'Ancien Régime, en effet, elle est structurellement tournée vers l'avenir et doit donc sans cesse combiner ordre et mouvement. « L'idée de progrès, lorsqu'elle émerge vers 1750, change les perspectives de l'action collective¹. » En Angleterre, les Lumières sont portées par la société civile. En France, elles « s'investissent dans l'État, à la mesure de la place qu'il tient déjà dans l'administration du bien commun ; elles en consacrent les fonctions. Elles poussent à lui demander de remplir pleinement son rôle, c'est-à-dire de moderniser, de rationaliser, d'accroître l'instruction, d'encourager les sciences et les techniques, de veiller à la santé des populations, etc.². »

Il faut prendre la mesure de la gigantesque mutation anthropologique qui s'opère alors de haut en bas de la société. Les mentalités, qui étaient ancrées dans le présent avec une référence permanente au passé, se tournent désormais vers l'avenir. L'idée d'une histoire qui emporte vers une société meilleure s'impose à tous comme une évidence et réorganise l'ensemble des comportements. Popularisée en Allemagne, ainsi qu'en France par Condorcet dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, elle va se renforcer encore au XIX^e siècle, à mesure que les programmes institutionnels de la République (l'école, la santé publique, etc.) se perfectionnent et densifient leur substance, précipitant « l'élargissement du dispositif futuriste³ ».

Marcel Gauchet remarque que le souffle historique qui bouleverse le mode d'organisation de la société n'aurait jamais pu atteindre une telle puissance sans le recyclage de la tradition théologique. Ici encore, la République fut fortement dépendante de la religion. L'idée de Progrès a pour arrière-plan le

1. Marcel Gauchet, 2002.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

miracle d'un royaume de Dieu pouvant s'accomplir dans l'ici-bas, d'une communauté humaine réalisant, par elle-même et pour elle-même, l'œuvre divine de la prospérité, de la vérité, de la justice et du bonheur. La version marxiste du Progrès, les lendemains qui chantent, l'avenir radieux des prolétaires délivrés de leurs chaînes, récupérera le même élan spirituel héritier du christianisme.

La religion est partout présente dans les fondements de la République. Mais le désir proclamé est, au contraire, de rompre avec l'Église et toutes les croyances, d'inventer une société nouvelle dont les seuls dieux seraient la Raison et la Science. C'est sous ces auspices, d'ailleurs, que va naître la sociologie.

LA SOCIOLOGIE CONTRE LE PEUPLE

La sociologie est aujourd'hui régulièrement dénoncée par les pouvoirs à cause de sa fonction critique, et suspectée d'oublier sa neutralité scientifique, de se ranger à gauche de l'échiquier politique. Ses origines en sont d'autant plus troublantes et justifieraient à elles seules que je raconte leur histoire, par pure curiosité intellectuelle. Mais c'est une autre raison qui le commande ici : la sociologie a constitué une arme décisive pour asseoir la République et l'immuniser contre les risques de débordement démocratique.

Les débordements démocratiques s'expriment notamment quand le peuple dans la rue menace de prendre le pouvoir et de s'autogérer lui-même, en 1848 et surtout en 1871. La Commune de Paris, pour les républicains, est le grand cauchemar, la destruction de l'État, la fin de l'ordre établi et des hiérarchies régulatrices, la tentative d'invention d'une société qui pourrait se gouverner par le bas. La première mesure pour conjurer le risque est le suffrage universel. En 1877, Gambetta,

défenseur de la jeune République menacée par les projets autoritaires du général Mac Mahon, s'écrie devant l'Assemblée: « Ne voyez-vous pas que vous avez là un moyen de terminer pacifiquement tous les conflits, de dénouer toutes les crises, et que, si le suffrage universel fonctionne dans la plénitude de sa souveraineté, il n'y a plus de révolution possible¹? » Mais le suffrage universel ne suffit pas. Il faut aussi que la République prenne corps dans le mouvement qui l'entraîne, nourrisse l'historicité qui reformule les mentalités. Il faut que ce processus historique s'impose à tous sous la forme de lois implacables.

On a parfois moqué Auguste Comte, inventeur de la sociologie. Il est vrai que son parcours, entre épisodes de délire psychique et amour fou pour Clotilde de Vaux, est assez déconcertant². Comte est l'auteur d'un encyclopédique *Cours de philosophie positive* qui sépare les différentes époques de l'humanité. À l'âge théologique des croyances magiques succède l'âge métaphysique (déjà un progrès, mais la pensée s'y dilue encore dans des concepts philosophiques abstraits), avant qu'advienne enfin l'âge positif de la Science, dégageant un savoir expérimental précis et exact de chaque chose. Comte entreprend de classer et hiérarchiser les diverses sciences. La plus complexe, tout en haut de la pyramide du savoir, est la dernière venue, la sociologie, qui doit intégrer les acquis de toutes les autres et proposer un modèle d'organisation pour la nouvelle société. Persistant dans son utopie scientiste, il souligne la nécessité d'un lien organique reliant les individus afin qu'ils se sentent dépassés par un « tout » supérieur, lequel ne peut être qu'une nouvelle religion: la religion de l'humanité. Quand il publie son *Système de politique positive* quelques années après la révolution de

1. Cité par Albert Hirschman, 1983.

2. J'ai raconté cette aventure dans un autre livre: Jean-Claude Kaufmann, 2009.